

Le Yémen est au bord de «la guerre civile»

Au lendemain de l'échec des négociations entre gouvernement et rebelles zaydites, le pays est sur le point d'imposer

«Le risque est réel de voir la guerre civile s'installer dans la capitale.» Joint par téléphone, Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes de Paris, ne cache pas son inquiétude face au regain de tensions entre le gouvernement yéménite et les insurgés Houthis de confession zaydite (branche de l'islam chiïte) suite à l'annonce, dimanche, de l'échec des négociations. «Le peuple veut la chute du gouvernement», hurlaient par milliers les insurgés descendus dans les rues de Sanaa, la capitale. «O Houthi, Sanaa sera ton tombeau!» et «Houthi est l'ennemi de Dieu!» scandaient de leur côté les partisans du régime. Une situation qui peut rapidement se dégrader.

«Les Houthis ont mis en place un blocus de la capitale en campant à des points stratégiques: à l'entrée de la ville, près de l'aéroport et près des ministères», explique Antoine Basbous. «Ils pensent pouvoir faire tomber le gouvernement» et c'est pour cela qu'ils ont rejeté toutes ses propositions. Concrètement, «les négociations portaient sur deux points en particulier: la constitution d'un nouveau gouvernement, auquel participeraient les Houthis, et la création d'une commission visant à

mieux réglementer le subventionnement pétrolier». Par ailleurs, ces zaydites qui contrôlent la région de Saada sont soupçonnés de vouloir élargir leur zone d'influence dans le futur Etat fédéral devant compter six provinces.

Mais si les Houthis se sentent en position de force, c'est surtout en raison de la division et la faiblesse des autorités. Le Yémen est un pays «au bord de la faillite économique et politique». Le gouvernement actuel est une coalition, mais celui qui tire les ficelles, c'est en réalité Ali Abdallah Saleh, l'ancien président contraint de quitter le pouvoir en février 2012 suite au Printemps arabe. «Nostalgique de son règne absolu, il fait tout pour évincer l'actuel président afin de reprendre son ancien poste ou d'y placer son fils», relève encore Antoine Basbous.

Le pays est aussi affaibli par les miniguerras en cours un peu partout sur son territoire. «Au Nord, il y a donc les Houthis proiraniens, proches du chiïsme. Au Sud, il y a les nostalgiques de l'ancien Yémen du Sud, qui souhaitent une nouvelle séparation du pays comme en 1990. A l'Est, l'armée officielle, soutenue par les drones américains, se bat contre les membres d'Al-Qaïda.» Économiquement, enfin, le pays est au plus bas. «Il ne produit ni n'exporte plus grand-chose, car les tribus font sauter les gazoducs et les oléoducs. Il ne vit que des dons de la communauté internationale.»

Delphine Gasche